

NEWS

EXPULSIONS

## Une proposition décente ?

Luc Caregari

**Que la saison estivale se prête à merveille pour les expulsions de familles entières, on le savait. Mais que penser si elles refusent ?**

Lors de la conférence de presse mardi dernier - à l'occasion de laquelle le ministre délégué à l'immigration a signé des accords avec l'Office international de la migration (OIM) - Nicolas Schmit était crispé. Ses réponses aux questions des journalistes semblaient bien formulées à l'avance et en cas de doute Schmit ne rechignait pas à faire intervenir ses conseillers. Un mur de béton donc, qu'il voulait ériger entre la presse et lui, qui ne laisserait aucune place pour douter des bonnes intentions du gouvernement à l'égard des étrangers en situation irrégulière.

Malheureusement, ce mur présente bien des fissures et plusieurs propositions illogiques du ministre montrent bien que la priorité du gouvernement n'est pas tellement le bien-être de celles et de ceux qui ont cherché à construire un meilleur avenir sous nos cieux. Premièrement, Schmit s'est longuement attardé sur les aides que le Luxembourg donne aux familles qui acceptent de repartir de leur plein gré. Outre les 1.800 euros par tête (900 euros par enfant), les volontaires profiteraient sur place de l'aide de l'OIM qui les assisterait à trouver un toit, un boulot et qui interviendrait même en cas d'urgence médicale. Le problème de Schmit est le suivant : il a beau se présenter en doux seigneur, jusqu'ici le nombre de candidat-e-s volontaires, comme il l'a admis lui-même, « tend vers zéro ». Pour expliquer cette situation désastreuse, Schmit invoque que les étrangers en question seraient peut-être mal conseillés. Une façon assez plate de dénigrer les associations qui prennent en charge l'accueil des étrangers sur notre territoire. Et en plus un blâme en ricochet pour lui : si les familles estiment qu'il vaut mieux rester au Luxembourg en risquant une expulsion manu militari, cela veut dire aussi que l'offre du ministère ne vaut pas le risque. Même pour les familles

visées par la mesure, celles qui ont débarqué après 2005 - et ne seraient donc pas intégrées, selon l'argumentation de Schmit - l'idée de repartir vers le Kosovo ne fait pas partie des options.

Pour justifier ces retours, le ministre a commis une autre bourde : selon lui, la sécurité des volontaires serait garantie par l'Unmik et l'UNHCR, deux organismes de l'ONU, dont l'OIM est d'ailleurs très proche aussi. C'est pourquoi le Luxembourg n'expulsera aucun membre de l'ethnie serbe vers le Kosovo. Ce serait l'unique minorité en danger - une affirmation mise en doute par un communiqué de Déi Lénk. En même temps, Schmit considère ces retours comme un gage de confiance pour le jeune Etat du Kosovo, qui devrait démontrer son respect pour les droits de l'homme. Or, soit on s'appuie sur l'ONU pour garantir la sécurité, soit on fait confiance à l'Etat dans lequel on renvoie. Faire les deux à la fois ne rime à rien, sinon au fait que le gouvernement, tout en ne faisant pas confiance à l'Etat kosovar, est pressé de procéder à ses expulsions.



Finalement, l'essai de Schmit de se sortir du borbier estival est un échec. Non seulement il se verra forcé d'expulser les gens sur ses listes, mais en plus il ne sait pas où ils atterriront.

### NEWS

Attac-Sommeruni: 800 Globalisierungskritiker in Saarbrücken **S. 3**

### REGARDS

Gehörlos: „Raus aus der Isolation“ **S. 4**

Une autre Chine: Les trois soeurs Song **p. 7**

Österreich: Der Kaiser von Kärnten **S. 10**